

Brochure n° 3037

Convention collective nationale

IDCC : 1921. – **HUISSIERS DE JUSTICE**
(Personnel)
(7^e édition. – Juin 2002)

AVENANT N° 21 DU 9 NOVEMBRE 2005
RELATIF À L'ALLOCATION DE FIN DE CARRIÈRE

NOR : *ASET0551423M*
IDCC : 1921

Entre :

La chambre nationale des huissiers de justice,

D'une part, et

La fédération commerce, services, forces de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération nationale des personnels des sociétés d'études, de conseil et prévention CGT ;

La fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services (FNECS) CGC ;

La fédération des employés et cadres FO ;

La fédération des services CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le chapitre III « Allocation de fin de carrière » du titre III « Protection sociale » de la convention collective nationale du personnel des huissiers de justice est ainsi rédigé à effet du 1^{er} octobre 2004, et remplace la précédente rédaction.

TITRE III PROTECTION SOCIALE

CHAPITRE III

Allocation de fin de carrière

Article 3.3.1

Définition

Les parties sont d'accord pour qu'une allocation de fin de carrière soit allouée, selon les modalités fixées en annexe II.

Cette allocation se substitue à toute autre indemnité de même nature que doit verser l'employeur.

Elle ne doit, en aucun cas, être inférieure aux indemnités légales de départ en retraite prévues aux articles 5 et 6 de l'accord annexé à la loi n° 78-49 du 19 janvier 1978.

Article 3.3.2

Mutualisation des risques par la CARCO

La caisse de retraite complémentaire des clercs et employés des huissiers de justice (CARCO), institution de retraite et de prévoyance fonctionnant dans le cadre de l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale, assure la mutualisation des risques de cette allocation dans les conditions et limites fixées à l'annexe II.

La périodicité de réexamen des modalités d'organisation de la mutualisation des risques ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

Article 2

L'annexe II « Allocation de fin de carrière » de la convention collective nationale du personnel des huissiers de justice est rédigée ainsi qu'il suit à effet du 1^{er} octobre 2004 (et remplace la précédente rédaction).

ANNEXE II

Allocation de fin de carrière

Article 1^{er}

Modalités

Une allocation de fin de carrière est allouée, selon les modalités fixées dans les articles suivants, à tout salarié relevant de la convention collective nationale qui termine sa carrière à l'âge légal ou au-delà et compte au moins les 10 dernières années de fonction dans la profession.

Article 2

Liquidation

Pour la liquidation de l'allocation de fin de carrière, seules les périodes contributives sont prises en compte.

L'allocation est calculée sur la moyenne annuelle de la rémunération effective des 3 meilleures années consécutives de carrière dans la profession, selon les bases suivantes :

- 10 ans à 12 ans et 6 mois	5 % ;
- 12 ans et 7 mois à 13 ans et 6 mois	8 % ;
- 13 ans et 7 mois à 14 ans et 6 mois	11 % ;
- 14 ans et 7 mois à 15 ans et 6 mois	14 % ;
- 15 ans et 7 mois à 16 ans et 6 mois	17 % ;
- 16 ans et 7 mois à 17 ans et 6 mois	20 % ;
- 17 ans et 7 mois à 18 ans et 6 mois	24 % ;
- 18 ans et 7 mois à 19 ans et 6 mois	28 % ;
- 19 ans et 7 mois à 20 ans	32 %.

Au-delà de la 20^e année, ce taux est augmenté de 4 % par année d'affiliation, l'année à retenir étant à décompter à partir du 6^e mois, dans la limite de 45 années d'activité dans la profession.

Le montant maximal de l'allocation versée ne peut excéder l'équivalent de 8 000 fois la valeur du point de la convention collective nationale.

Toutefois, cette indemnité maximale ne doit pas être inférieure à l'indemnité de départ en retraite définie par les textes réglementaires.

Article 3

Autres dispositions

Le cas des affiliés qui ne terminent pas leur carrière dans la profession pour cause de longue maladie, d'invalidité ou licenciés de la profession et n'ayant pu retrouver aucune autre activité par la suite mais qui comptent au moins 10 ans d'affiliation peut être soumis au bureau de la CARCO, en vue de l'attribution éventuelle d'une indemnité de fin de carrière qui se prononce de façon discrétionnaire en fonction de considérations d'équité et en fonction des ressources du régime.

Toutes difficultés d'interprétation ou d'application sont soumises au bureau de la CARCO qui est habilité à prendre toute décision.

Article 4

Garantie de la CARCO

La CARCO verse les allocations définies aux articles 2 et 3 ci-dessus par prélèvement dans le fonds collectif AFC défini à l'article 6 ci-après.

En tout état de cause l'engagement de la CARCO est limité au montant du fonds collectif déterminé à la date de chaque demande de prestations.

Article 5

Le fonds collectif AFC

Le fonds collectif AFC est doté au 1^{er} janvier 2004 d'une somme égale à la provision mathématique constituée au 31 décembre 2003 par la CARCO au titre de sa garantie du règlement de l'allocation de fin de carrière en vigueur à cette date, soit 4 091 830 €.

Le montant du fonds collectif AFC est égal au 31 décembre de chaque année au solde des éléments suivants :

Au crédit :

- le montant du fonds collectif AFC au 31 décembre précédent ;
- les cotisations versées dans l'exercice en application de l'article 7 ci-après, nettes des frais de gestion fixés forfaitairement à 15 % des cotisations ;
- 85 % des produits financiers nets de frais de gestion financière, sans que ce montant puisse être inférieur à la rémunération du fonds collectif AFC à un taux égal au taux fixé par l'article A. 932-3-1 du code de la sécurité sociale pour les engagements de durée supérieure à 8 ans.

Au débit : les prestations versées au cours de l'exercice en application des articles 2 et 3 ci-dessus et, éventuellement, les indemnités versées au cours de l'exercice en application de l'article 4 ci-dessus.

Article 6

Cotisations

La cotisation est calculée sur la rémunération brute servant de base à la déclaration des traitements et salaires fournie chaque trimestre par l'employeur à la CARCO en y ajoutant éventuellement la partie de salaire déclarée à une caisse de retraite des cadres.

Le montant de la cotisation, à la charge de l'employeur, est fixé à 0,75 % du salaire défini à l'alinéa précédent.

Le taux de cette cotisation peut être modifié sur décision de la chambre nationale des huissiers de justice sans que cette modification puisse entraîner une diminution de l'allocation telle que définie aux articles 2 et 3 ci-dessus. Lorsqu'elle modifie le taux de cotisation, la chambre nationale des huissiers de justice prend notamment en considération le rapport actuariel mentionné à l'article 7 ci-après.

Article 7

Pilotage du règlement des allocations de fin de carrière

Afin que les parties signataires aient une vue prospective de l'évolution des charges et ressources du présent règlement des allocations de fin de carrière, la CARCO leur fournit dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice, un rapport actuariel qui fournit une estimation des cotisations, des allocations et du fonds collectif AFC sur une période d'au moins 10 ans. Ce rapport est établi par un actuairé qualifié en conformité avec les normes professionnelles de l'institut des actuaires.

Fait à Paris, le 9 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)